



25 mars 2021

Groupe de travail

« EPAF »

Pour faire suite au CNAS du 23 septembre 2020, vous nous convoquez ce 25 mars 2021 à propos du parc EPAF. Une fois de plus cette rencontre que vous qualifiez de groupe de travail est en fait une réunion d'information.

L'indigence des documents à l'appui de cette réunion et en filigrane des décisions déjà arrêtées démontrent une fois de plus que vous faites fi du dialogue social.

Le Secrétariat Général suit la ligne qu'il s'est tracé, sans prendre en considération les avis et les réflexions des représentants des personnels.

Depuis 2018, les organisations syndicales ont participé à différents groupes de travail dans lesquels elles ont toutes exprimé leur opposition à la vente des résidences mises à disposition d'EPAF.

Elles ont démontré la bonne gestion d'EPAF et l'objet social des résidences avec un taux maximum d'occupation lors des vacances scolaires. EPAF doit d'ailleurs avoir recours à des réservations supplémentaires auprès d'autres prestataires pour satisfaire les nombreuses demandes.

Vous faites état d'un plan de cession des résidences avec reprise d'activité pour sauvegarder les personnels salariés d'EPAF et d'un accès à des tarifs inchangés pour les agents du Ministère.

Vous indiquez que le coût de la remise en état des résidences obligerait le Ministère à des investissements trop onéreux qu'il ne peut assurer.

Or, depuis 2007, les subventions à EPAF ont constamment diminué et les investissements dans les résidences se sont réduits à peau de chagrin.

Pourtant, depuis des années, le trésorier d'EPAF tire la sonnette d'alarme dans les conseils de surveillance. En parallèle les organisations syndicales vous alertent sur le manque d'entretien et l'état dégradé des résidences.

L'État et le Ministère portent l'entière responsabilité de cette situation et une fois de plus démontrent leur incapacité, liée à une absence de volonté et de moyens, à entretenir le patrimoine.

Les inquiétudes concernant le devenir des salariés d'EPAF ne sont pas levées, bien au contraire.

Appelons les choses par leur nom : le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance est bel et bien en train de mettre en place un véritable plan social !

Quelle aberration alors que le Ministère dit tout faire pour éviter des licenciements, « quoi qu'il en coûte ! »

Quel mépris envers les agents du Ministère et les salariés d'EPAF !

Comment osez vous vous lancer dans une telle opération alors que le domaine du tourisme et de la restauration est en plein marasme ?

Comment espérez-vous vendre un parc nécessitant des investissements conséquents alors que des dizaines de centres de vacances sont sur le marché sans repreneur ?

Comment pouvez vous risquer de mettre au chômage les salariés d'EPAF et de les plonger dans la précarité ?

Car on le sait, toute reprise d'activité se traduit à terme par des licenciements.

Vous prévoyez par ailleurs d'adresser des questionnaires afin de connaître les besoins des agents en matière de vacances.

Croyez vous que le moment soit bien choisi ? Nous vous rappelons le contexte de crise sanitaire qui sévit depuis plus d'un an. Plus de 20 millions de français sont de nouveau confinés.

Nos agents se trouvent dans des conditions de travail dégradées et subissent le télétravail et tous ses aléas. Ils vivent dans une angoisse sanitaire pour eux, leurs enfants, leurs proches.

Ils ne peuvent pas faire de projets et vivent au jour le jour, les enfants ne pourront pas partir en colonies aux vacances de printemps et qu'en sera t-il cet été ?

Croyez vous que les agents, qu'ils soient en télétravail ou en présentiel, aient la tête à répondre et de manière sereine à de tels questionnaires dans le contexte actuel ? De plus, ces questionnaires n'ont pas été élaborés avec les représentants des personnels.

Vous venez encore ajouter de l'anxiété à une situation de tension majeure alors que les agents des Finances, comme les salariés d'EPAF, ont plus que jamais besoin de sérénité et de stabilité.

Pour nos fédérations, d'autres choix que ceux envisagés sont possibles et nous sommes prêts à en discuter, mais nous refusons de brader l'action sociale pour laquelle nous nous sommes battus.